



Fédération des syndicats de travailleurs du rail

17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis

Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67

federation-sudrail@wanadoo.fr

www.sudrail.org



## Salaire, fret, pénibilité,... ça ne va pas ! Construisons la riposte !

Sarkozy a envoyé sa lettre de mission à Pépy, nouveau président de la SNCF. Pas de surprise, il s'agit de transformer la SNCF en champion européen du transport de fret ou TGV, bien loin des attentes des populations, de la collectivité et des cheminots. Alors que le développement durable nécessiterait un plan d'urgence, notamment pour rénover et augmenter les capacités des infrastructures ferroviaires, Sarkozy se contente de dire « *que ces chantiers phares exigent la mobilisation de moyens financiers supplémentaires de l'entreprise qu'elle peut engager aujourd'hui sans affaiblir sa situation économique* ». En clair, pas un centime de l'état ! Et pour que les choses soient encore plus claires, il est demandé à Pépy de négocier avec les organisations syndicales un « *pacte de confiance* » qui « *fera une place à la reconnaissance des efforts et résultats des cheminots* ». Bref, c'est encore l'emploi et les conditions de travail des cheminots qui vont se dégrader, puisqu'il paraît que les caisses de l'état seraient vides ! Pourtant, de l'argent il y en a : les patrons du MEDEF qui se servent toujours plus grasement d'année en année, en réserve une partie non négligeable à des dons en liquide sur lesquels la vérité semble avoir du mal à éclater !

### A la SNCF, les bénéfices s'envolent, mais pas les salaires !

La SNCF a fait 777 millions d'euros de bénéfices en 2007, plus gros bénéfice de son histoire, ... alors qu'on ne cesse de nous expliquer que notre régime de retraite coûte cher, que les grèves menacent l'avenir de l'entreprise. **Pour SUD-Rail, l'objectif d'une entreprise de service public comme la SNCF, n'est pas d'aligner les bénéfices, mais de satisfaire les besoins en transport des usagers.** Ce bénéfice provient essentiellement des gains de productivité faits sur le dos des cheminots et des usagers. Et ça va continuer : pour l'année 2008, il est proposé une augmentation des salaires de l'ordre de 1%, alors que le manque à gagner dû à l'inflation 2007 et les prévisions 2008 se chiffrent à 3.3% ! Compte tenu de la perte de pouvoir d'achat depuis 20 ans, SUD-Rail revendique 250€ d'augmentation pour tous les cheminots avec un salaire minimum de 1350€net.

Partout en France et en Europe, les salariés se mobilisent pour obtenir de meilleurs salaires. Les grévistes des hôpitaux, transports, ramassages des ordures, grands magasins, etc. se battent pour cela. Sans doute l'unification de ces luttes au lieu de leur émiettement actuel, renforcerait les chances de gagner ; c'est ce que proposent SUD-Rail et l'union syndicale Solidaires.

Les grèves sur les salaires se multiplient aussi en Allemagne, Espagne ou encore au Danemark. Alors qu'on ne cesse de nous expliquer que pour faire face à la concurrence il faut baisser les coûts, ces luttes montrent au contraire qu'il est possible d'aligner vers le haut les salaires en Europe.

**Les salariés du public et du privé ont les mêmes revendications, battons nous ensemble !**

### Le fret SNCF en danger

Alors que tout le monde est convaincu que pour faire face aux défis écologiques le rail a de l'avenir pour le transport des marchandises, la politique de la SNCF et du gouvernement conduisent à l'inverse : fermetures de gares, de triages, et au bout du compte des centaines de milliers de camions supplémentaires sur les routes.

L'arrivée de la concurrence dans le fret ne permet pas de transporter plus de marchandises par rail, il permet simplement aux entreprises privées de prendre les marchés les plus rentables et d'exercer une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail de tous les travailleurs du rail.

**Le plan fret de la direction SNCF vise à pousser la logique de gestion par activité jusqu'au bout : le fret aurait ses conducteurs, ses agents de manœuvres, ses vendeurs, ... ses DP, son CE. Dès lors, la filialisation deviendrait beaucoup plus facile. Les conséquences sont énormes pour les cheminots : remise en cause du RH 077 avec une flexibilité accrue des personnels. Qui peut croire qu'après le fret, les autres activités ne vont pas s'engouffrer dans la brèche pour faire de même, toujours au nom de la nécessité de faire face à l'arrivée de la concurrence ?**

La direction SNCF ne vise pas au rééquilibrage en faveur du rail, en effet le budget 2008 prévoit de passer de 40.5 Milliards de TK ... à 41.5Mds TK ! Par ailleurs, c'est l'international qui est visé en abandonnant à la route la moitié Ouest de la France.

C'est tout le modèle économique du fret qu'il faut revoir. Depuis des dizaines d'années, c'est le dumping social et le tout routier qui prévalent dans le transport de marchandises. Après le Grenelle de l'environnement la taxation de la route a été envisagée,

mais Bussereau dit qu'il est prêt à accorder des exonérations de charges pour ne pas pénaliser les routiers ! Encore une preuve qu'il s'agissait avant tout, avec ce « Grenelle » d'une opération médiatique. Pour SUD-Rail, il faut abandonner le modèle économique basé sur la concurrence car il ne permet pas de répondre aux attentes de la collectivité et des citoyens. Compte tenu des enjeux de société, il faut imposer le transport par rail et donner les moyens à la SNCF de répondre à cet objectif. Toute autre solution est vouée à l'échec.

## **Pénibilité : la montagne accouche d'une souris !**

Les cheminot(e)s attendaient des mesures concrètes pour réduire la pénibilité de leurs métiers et ses conséquences lourdes sur la santé ainsi qu'une réelle prise en compte des contraintes qu'ils subissent pour assurer un service public de qualité. Les mesurette accordées par la direction à l'issue du marathon des réunions « pénibilité » sont loin de répondre à leurs attentes !

En dehors d'une microscopique augmentation de la prime de travail (plus 5.50€) les mesures de la direction concernent pour l'essentiel les agents qui devront travailler plus longtemps pour obtenir une retraite digne de ce nom. Elles portent sur les prolongation de carrières des agents exerçant des métiers que la direction a déterminé comme « postes à pénibilité » selon ses propres critères (travail en 3x8, de nuit, en horaires décalés, port de charges lourdes, vibrations etc...). Ces critères « physiques » exclus de fait plus de 90000 cheminot(e)s qui subissent pourtant au quotidien une pénibilité psychique importante.

Pour SUD-Rail, la santé des cheminots ne se monnaie pas, la pénibilité doit être combattue au quotidien en mettant en œuvre les moyens et les budgets nécessaires. Cela suppose l'arrêt des suppressions d'effectif et des remises en cause de la réglementation (RH077). Les contraintes liées au service public doivent être prises en compte tout au long de la carrière et pour tous les métiers.

Après la lutte de novembre décembre 2007, les « pseudo négociations » à froid ont permis à la direction de se cantonner à des mesures à la marge. Ensemble, créons le rapport de force qui permettra d'imposer à la direction de prendre de réelles mesures pour combattre la pénibilité et préserver la santé des cheminot(e)s.

## **Préparons une riposte à la hauteur des attaques**

**La prochaine échéance de mobilisation qu'il faut réussir est celle du 29 mars sur les retraites.** Le passage aux 41 ans signifierait pour les cheminots un relèvement à 58,5 ans ou 53,5 ans de l'âge de l'annulation de la décote. Il ne faut pas laisser faire.

**Sur les salaires, il est possible d'inscrire les cheminots dans une mobilisation interprofessionnelle** qu'il faut construire.

**Pour le fret, SUD- Rail a proposé aux autres fédérations de travailler à des mobilisations** avec les associations, les élus, pour arrêter la politique du gouvernement et de la direction.

### **Retraite : public privé, manifestons le samedi 29 mars contre les nouvelles attaques**

*Nous savions que la remise en cause des régimes spéciaux était la première étape d'une remise en cause plus globale des retraites pour tous les salariés. Avant l'été, le gouvernement entend annoncer de nouvelles mesures pour soi disant équilibrer les comptes. Il y a fort à parier que c'est encore aux salariés et aux retraités que l'on demandera de faire un nouvel effort. Le MEDEF milite ardemment pour le passage aux 45 annuités et pour la fin de la retraite à 60 ans dans le privé.*

*La part des retraites est aujourd'hui de 12,5 % de la richesse produite (le Produit Intérieur Brut). Si nous voulons maintenir le niveau des pensions par rapport aux salaires, elle devrait passer, selon le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) de 2001, à 18,5 % à l'horizon 2040.*

*Pour couvrir cette évolution, il faudrait, selon ce rapport, une augmentation de 15 points du taux de cotisation lissée sur 40 ans, soit 0,37 point par an. Il est difficile de croire qu'une telle augmentation de la part patronale puisse mettre l'économie à terre !*

*Le samedi 29 mars, partout en France, auront lieu des manifestations unitaires à l'appel notamment de la CGT, FSU et Solidaires. Elles doivent être le point de départ d'un processus de mobilisation prolongé qui permette aux salariés de gagner.*